

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance tenue le : 14 Novembre 2024

Date de convocation du Conseil municipal : 8 novembre 2024

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 27

Président de la séance : Monsieur Yves GOUGNE

Secrétaire de la séance : CHARLES Marie-Noëlle

Conseillers présents : BONNAFOUS Jean-Luc, BROTTE Michèle, DUGAS-VIALIS Olivier, FALLONE Frédérique, GOUGNE Yves, PEILLON Dominique, PINGON Colette, VINCENOT Julie, PONS Christine, ROUSSIER Jean Louis, PINGON François, MOLINARI Elisabeth, HERVIER Karine, FAURAT Gérard, CHARLES Marie-Noëlle, FRANCE Vincent, FONTAINE Carole

Conseillers excusés : BRÛLÉ Fabien, DAVAL Didier, NICOLAY Stéphanie, POTIRON Rémi, TRIBOLLET Françoise, NUNES Marie-Jeanne

Conseillers absents : JUNIQUE Julien, MERLANCHON Philippe, DELERIS Florian, MISTRETTA Antoine,

Pouvoirs : BRÛLÉ Fabien à CHARLES Marie-Noëlle, DAVAL Didier à PONS Christine, Stéphanie NICOLAY à Michèle BROTTE, POTIRON Rémi à DUGAS-VIALIS Olivier, TRIBOLLET Françoise à MOLINARI Elisabeth

J.L BONNAFOUS est arrivé à 20h11

Procédure d'urgence : le Conseil Municipal est d'accord à l'unanimité pour ajouter à 4 délibérations à l'ordre du jour

Le Conseil municipal,

Exposé des motifs

POLE DIRECTION GENERALE

DÉLIBÉRATION DEL2024-058 : APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL du 23 Septembre 2024

Rapporteur : Monsieur le Maire

Après avoir entendu l'exposé et en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et représentés soit 22 voix pour (17 présents, 5 pouvoirs, 5 absents)

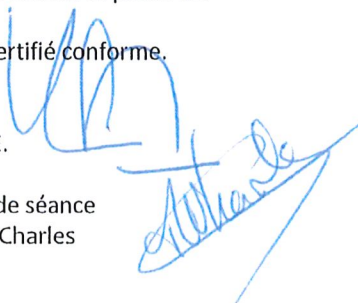
Il est donc proposé au Conseil municipal :

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits et suivent au registre les signatures des membres présents.

Pour extrait certifié conforme.

Le Maire,
Yves GOUGNE.

Le secrétaire de séance
Marie-Noelle Charles



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance tenue le : 14 Novembre 2024

Date de convocation du Conseil municipal : 8 novembre 2024

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 27

Président de la séance : Monsieur Yves GOUGNE

Secrétaire de la séance : CHARLES Marie-Noëlle

Conseillers présents : BONNAFOUS Jean-Luc, BROTTET Michèle, DUGAS-VIALIS Olivier, FALLONE Frédérique, GOUGNE Yves, PEILLON Dominique, PINGON Colette, VINCENOT Julie, PONS Christine, ROUSSIER Jean Louis, PINGON François, MOLINARI Elisabeth, HERVIER Karine, FAURAT Gérard, CHARLES Marie-Noëlle, FRANCE Vincent, FONTAINE Carole

Conseillers excusés : BRÛLÉ Fabien, DAVAL Didier, NICOLAY Stéphanie, POTIRON Rémi, TRIBOLLET Françoise, NUNES Marie-Jeanne

Conseillers absents : JUNIQUE Julien, MERLANCHON Philippe, DELERIS Florian, MISTRETTA Antoine,

Pouvoirs : BRÛLÉ Fabien à CHARLES Marie-Noëlle, DAVAL Didier à PONS Christine, Stéphanie NICOLAY à Michèle BROTTET, POTIRON Rémi à DUGAS-VIALIS Olivier, TRIBOLLET Françoise à MOLINARI Elisabeth

J.L BONNAFOUS est arrivé à 20h11

Procédure d'urgence : le Conseil Municipal est d'accord à l'unanimité pour ajouter à 4 délibérations à l'ordre du jour

Le Conseil municipal,

Exposé des motifs

POLE DIRECTION GENERALE

DÉLIBÉRATION DEL2024-059 : Autorisation de signer un protocole transactionnel avec la société GROUPAMA, assureur de la société VAGANAY

Rapporteur : Monsieur le Maire

La Commune de BEAUVALLON a confié la réalisation d'un bâtiment multifonction sis 169 rue du Pilat à plusieurs entreprises, et notamment la société VAGANAY chargée du lot n°4 « Structure bois » et assurée par la société GROUPAMA RHÔNE ALPES AUVERGNE au titre de sa garantie décennale.

Les marchés de travaux ont été notifiés aux attributaires le 29 juillet 2010 et la réception du chantier a eu lieu le 30 avril 2012.

Dès le 19 juillet 2012, des infiltrations d'eau ont été constatées dans les salles du rez-de-jardin, le long de l'auvent-coursive Sud du projet, et n'ont jamais cessé : à l'approche de l'expiration du délai de garantie décennale, par une requête enregistrée le 26 avril 2022, la Commune de BEAUVALLON a sollicité du Tribunal administratif la désignation d'un expert aux fins de constater les désordres, définir et chiffrer les mesures réparatoires et se prononcer sur les responsabilités.

Par suite des opérations d'expertise, réalisées eu contradictoire de la société VAGANAY et de la société GROUPAMA, l'expert concluait à l'impropriété du bâtiment à sa destination, du fait des infiltrations d'eau, et à un défaut d'exécution de la société VAGANAY de nature à engager sa responsabilité décennale.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Dans ce cadre, la société GROUPAMA, en sa qualité d'assureur de la société VAGANAY, et la Commune ont pu aboutir à un accord transactionnel comportant des concessions réciproque pour transiger sur la base du rapport de l'Expert :

- Engagement de la société GROUPAMA, assureur de la société VAGANAY : versement de la somme de 3 940,00 € TTC à la Commune au titre des mesures réparatoires déterminées par l'Expert (2 040 € TTC) et des frais d'expertise (1 900 € TTC). Engagement de la Commune : renonciation à recours et à indemnisation complémentaire auprès de la société VAGANAY et de la société GROUPAMA.

Décide :

- Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L.2122-21,
- Vu le code civil, notamment ses articles 2044 et suivants,

Considérant qu'en regard des concessions réciproques, il y a lieu d'autoriser Monsieur le Maire à régulariser le projet de protocole d'accord transactionnel avec la société GROUPAMA, assureur de la société VAGANAY, afin de mettre fin au litige entre eux et la Commune, dans les conditions prévues par les articles 2044 et suivants du code civil ;

Après avoir entendu l'exposé et en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et représentés soit 22 voix pour (17 présents, 5 pouvoirs, 5 absents)

Il est donc proposé au Conseil municipal :

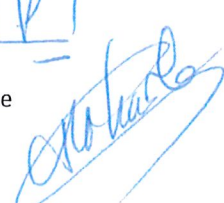
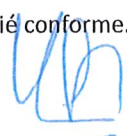
- ✓ D'AUTORISER le maire à signer le protocole d'accord transactionnel avec la société GROUPAMA, assureur de la société VAGANAY, tel qu'annexé à la présente délibération
- ✓ D'AUTORISER le maire conformément aux dispositions de l'article L.2122-21 du code général des collectivités territoriales, à régulariser un protocole transactionnel au sens des dispositions des articles 2044 et suivants du code civil, et selon les modalités qui viennent d'être exposées.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits et suivent au registre les signatures des membres présents.

Pour extrait certifié conforme.

Le Maire,
Yves GOUGNE.

Le secrétaire de séance
Marie-Noelle Charles



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance tenue le : 14 Novembre 2024

Date de convocation du Conseil municipal : 8 novembre 2024

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 27

Président de la séance : Monsieur Yves GOUGNE

Secrétaire de la séance : CHARLES Marie-Noëlle

Conseillers présents : BONNAFOUS Jean-Luc, BROTTE Michèle, DUGAS-VIALIS Olivier, FALLONE Frédérique, GOUGNE Yves, PELLON Dominique, PINGON Colette, VINCENOT Julie, PONS Christine, ROUSIER Jean Louis, PINGON François, MOLINARI Elisabeth, HERVIER Karine, FAURAT Gérard, CHARLES Marie-Noëlle, FRANCE Vincent, FONTAINE Carole

Conseillers excusés : BRÛLÉ Fabien, DAVAL Didier, NICOLAY Stéphanie, POTIRON Rémi, TRIBOLLET Françoise, NUNES Marie-Jeanne

Conseillers absents : JUNIQUE Julien, MERLANCHON Philippe, DELERIS Florian, MISTRETTA Antoine,

Pouvoirs : BRÛLÉ Fabien à CHARLES Marie-Noëlle, DAVAL Didier à PONS Christine, Stéphanie NICOLAY à Michèle BROTTE, POTIRON Rémi à DUGAS-VIALIS Olivier, TRIBOLLET Françoise à MOLINARI Elisabeth

J.L BONNAFOUS est arrivé à 20h11

Procédure d'urgence : le Conseil Municipal est d'accord à l'unanimité pour ajouter à 4 délibérations à l'ordre du jour

Le Conseil municipal,

Exposé des motifs

POLE DIRECTION GENERALE

DÉLIBÉRATION DEL2024-060 : Autorisation de signer un protocole transactionnel avec la société SNMA et la société AXA FRANCE IARD

Rapporteur : Monsieur le Maire

La Commune de BEAUVALLON a confié la réalisation d'un bâtiment multifonction sis 169 rue du Pilat à plusieurs entreprises, et notamment la société SNMA SUD NORD MENUISERIE ALUMINIUM chargée du lot n°5 « Menuiseries bois » et assurée par la société AXA FRANCE IARD au titre de sa garantie décennale.

Les marchés de travaux ont été notifiés aux attributaires le 29 juillet 2010 et la réception du chantier a eu lieu le 30 avril 2012.

Dès le 19 juillet 2012, des infiltrations d'eau ont été constatées dans les salles du rez-de-jardin, le long de l'auvent-coursive Sud du projet, et n'ont jamais cessé : à l'approche de l'expiration du délai de garantie décennale, par une requête enregistrée le 26 avril 2022, la Commune de BEAUVALLON a sollicité du Tribunal administratif la désignation d'un expert aux fins de constater les désordres, définir et chiffrer les mesures réparatoires et se prononcer sur les responsabilités.

Par suite des opérations d'expertise, réalisées eu contradictoire de la société SNMA et de la société AXA, l'expert concluait à l'impropriété du bâtiment à sa destination, du fait des infiltrations d'eau, et à un défaut d'exécution de la société SNMA (défaut de pose des éléments constitutifs de l'étanchéité mais également du fait de l'inexistence et du caractère défectueux de ceux-ci) de nature à engager sa responsabilité décennale.

Dans ce cadre, la société SNMA, la société AXA FRANCE IARD et la Commune ont pu aboutir à un accord

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

transactionnel comportant des concessions réciproque pour transiger sur la base du rapport de l'Expert :

- Engagement des sociétés SNMA et AXA FRANCE IARD : versement de la somme de 7 226,00 € TTC à la Commune au titre des mesures réparatoires déterminées par l'Expert (3 756 € TTC) et des frais d'expertise (3 470 € TTC).
- Engagement de la Commune : renonciation à recours et à indemnisation complémentaire auprès de la société SNMA et de la société AXA FRANCE IARD.

Décide :

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L.2122-21,
Vu le code civil, notamment ses articles 2044 et suivants,
Vu l'ordonnance n°2203203 rendue le 19 juillet 2022 par le Juge des référés du Tribunal administratif de Lyon aux fins de désignation d'un expert,
Vu le rapport d'expertise définitif en date du 5 mai 2023 de M. Daniel BAILLY, Expert de justice près de la Cour d'appel de Lyon,

Considérant qu'en regard des concessions réciproques, il y a lieu d'autoriser Monsieur le Maire à régulariser le projet de protocole d'accord transactionnel avec la société SNMA et la société AXA FRANCE IARD afin de mettre fin au litige entre eux et la Commune, dans les conditions prévues par les articles 2044 et suivants du code civil ;

Après avoir entendu l'exposé et en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et représentés soit 2 voix pour (17 présents, 5 pouvoirs, 5 absents)

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- ✓ D'AUTORISER le maire à signer le protocole d'accord transactionnel avec la société SNMA et la société AXA FRANCE IARD tel qu'annexé à la présente délibération
- ✓ D'AUTORISER le maire, conformément aux dispositions de l'article L.2122-21 du code général des collectivités territoriales, à régulariser un protocole transactionnel au sens des dispositions des articles 2044 et suivants du code civil, et selon les modalités qui viennent d'être exposées.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits et suivent au registre les signatures des membres présents.

Pour extrait certifié conforme.

Le Maire,
Yves GOUGNE.

Le secrétaire de séance
Marie-Noelle Charles



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance tenue le : 14 Novembre 2024

Date de convocation du Conseil municipal : 8 novembre 2024

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 27

Président de la séance : Monsieur Yves GUGNE

Secrétaire de la séance : CHARLES Marie-Noëlle

Conseillers présents : BONNAFOUS Jean-Luc, BROTTET Michèle, DUGAS-VIALIS Olivier, FALLONE Frédérique, GUGNE Yves, PEILLON Dominique, PINGON Colette, VINCENOT Julie, PONS Christine, ROUSSIER Jean Louis, PINGON François, MOLINARI Elisabeth, HERVIER Karine, FAURAT Gérard, CHARLES Marie-Noëlle, FRANCE Vincent, FONTAINE Carole

Conseillers excusés : BRÛLÉ Fabien, DAVAL Didier, NICOLAY Stéphanie, POTIRON Rémi, TRIBOLLET Françoise, NUNES Marie-Jeanne

Conseillers absents : JUNIQUE Julien, MERLANCHON Philippe, DELERIS Florian, MISTRETTA Antoine,

Pouvoirs : BRÛLÉ Fabien à CHARLES Marie-Noëlle, DAVAL Didier à PONS Christine, Stéphanie NICOLAY à Michèle BROTTET, POTIRON Rémi à DUGAS-VIALIS Olivier, TRIBOLLET Françoise à MOLINARI Elisabeth

J.L BONNAFOUS est arrivé à 20h11

Procédure d'urgence : le Conseil Municipal est d'accord à l'unanimité pour ajouter à 4 délibérations à l'ordre du jour

Le Conseil municipal,

Exposé des motifs

Pôle Ressources

DÉLIBÉRATION DEL2024-061 : Renouvellement de l'adhésion aux missions pluriannuelles proposées par le CDG69 dans le cadre d'une convention unique

Rapporteur : Monsieur le Maire

Le CDG69 propose un certain nombre de missions qu'il réalise, via la mise à disposition d'experts, pour le compte des collectivités et établissements publics qui le demandent. Certaines de ces missions spécifiques donnent lieu à l'établissement de convention pour la durée de la mission, d'autres pluriannuels.

Le cdg69 a proposé en 2021 la conclusion d'une convention unique en vigueur depuis le 1er janvier 2022. Cette convention est valable 3 années et renouvelable tacitement une fois pour la même durée, soit six années au total.

Le tarif des missions a été fixé le 24 juin par le Conseil d'administration du cdg69 pour 3 années (2025-2028), ce qui permet de bénéficier de coûts avantageux et stables sur la durée de la convention. Elle permet aux adhérents de faire appel aux services du CDG69 tout au long de l'année.

Il s'agit des missions, suivantes missions connaissent des évolutions tarifaires :

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

- ✓ Médecine préventive
- ✓ Médecine statutaire et de contrôle
- ✓ Assistante sociale du personnel
- ✓ Conseil en droit des collectivités

2 annexes ont également fait l'objet d'ajustements règlementaires et / ou dans les modalités de fonctionnement :

- ✓ Traitement des cohortes retraite
- ✓ Inspection hygiène et sécurité (pour rappel cette mission est incluse dans la cotisation)

Afin de pouvoir continuer à bénéficier de ces missions à compter du 1er janvier 2025 et jusqu'au 31 décembre 2028, (renouvelable pour 3 ans), l'avis du Conseil municipal est requis.

La gestion des missions est améliorée : une fois la convention et ses annexes signées, la collectivité peut solliciter le cdg69 pendant toute la durée de la convention (3 ans renouvelable une fois). Pendant toute cette durée, elle peut décider d'adhérer à de nouvelles missions ou d'en arrêter. En cas de nouvelles adhésions, la mission sera réalisée pour la durée restante de la convention unique. Aux termes des 6 années, une nouvelle convention sera proposée.

La commune de Beauvallon bénéficie actuellement des missions suivantes :

- ✓ Médecine préventive
- ✓ Assistante sociale du personnel
- ✓ Conseil en droit des collectivités
- ✓ Traitement des cohortes retraite
- ✓ Inspection hygiène et sécurité

Il est proposé de poursuivre ces missions et de procéder à la signature de la nouvelle convention et de ses annexes qui mettront fin aux conventions en cours avec le CDG69.

Les prestations relatives à des missions sous contrat-cadre ne sont cependant pas concernées. Cela concerne pour la commune :

- ✓ Assurance groupe : environ 2050 euros (hors cotisations)
- ✓ Signalement : environ 300 euros (hors coût afférent au dépôt d'un signalement) ;
- ✓ Assistance au recrutement / remplacement : environ 2 000 euros à la mission / 300 euros par jour ;
- ✓ Médecine statutaire et de contrôle : tarification à l'acte.

Le tarif des missions est fixé pour 3 années, ce qui permet de bénéficier de coûts avantageux et stables sur la durée de la convention.

Le Conseil d'administration du cdg69, lors de sa séance du 24 juin dernier, a approuvé les tarifs 2025-2028 de ses prestations. Augmentation des tarifs fois en 6 ans.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé et en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et représentés soit 22 voix pour (17 présents, 5 pouvoirs, 5 absents)

Il est donc proposé au Conseil municipal :

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

- ✓ D'APPROUVER l'adhésion à la convention unique du CDG69 pour bénéficier des missions proposées par ce dernier à compter du 1er janvier 2025 et pour une durée de 3 années renouvelable une fois par tacite reconduction ;
- ✓ DE DIRE que cette convention unique remplace les éventuelles conventions en cours avec le CDG69 et relatives aux missions visées ;
- ✓ DE CHOISIR d'adhérer aux missions suivantes :
 - Médecine préventive 87€ /agent/an soit 4 350 euros
 - Conseil en droit des collectivités (3 928 euros TTC par an) ;
 - Mission en matière de retraite dans le cadre du traitement des cohortes (à l'acte) ;
 - Mission d'intérim (rémunération à l'intervention) ;
 - Mission d'archivage pluriannuel 315 euros /jour
- ✓ D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention unique et ses annexes ;
- ✓ DE DIRE que les crédits nécessaires sont inscrits au budget communal

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits et suivent au registre les signatures des membres présents.

Pour extrait certifié conforme.

Le Maire,
Yves GOUGNE.

Le secrétaire de séance
Marie-Noelle Charles

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance tenue le : 14 Novembre 2024

Date de convocation du Conseil municipal : 8 novembre 2024

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 27

Président de la séance : Monsieur Yves GOUGNE

Secrétaire de la séance : CHARLES Marie-Noëlle

Conseillers présents : BONNAFOUS Jean-Luc, BROTTET Michèle, DUGAS-VIALIS Olivier, FALLONE Frédérique, GOUGNE Yves, PEILLON Dominique, PINGON Colette, VINCENOT Julie, PONS Christine, ROUSSIER Jean Louis, PINGON François, MOLINARI Elisabeth, HERVIER Karine, FAURAT Gérard, CHARLES Marie-Noëlle, FRANCE Vincent, FONTAINE Carole

Conseillers excusés : BRÛLÉ Fabien, DAVAL Didier, NICOLAY Stéphanie, POTIRON Rémi, TRIBOLLET Françoise, NUNES Marie-Jeanne

Conseillers absents : JUNIQUE Julien, MERLANCHON Philippe, DELERIS Florian, MISTRETTA Antoine,

Pouvoirs : BRÛLÉ Fabien à CHARLES Marie-Noëlle, DAVAL Didier à PONS Christine, Stéphanie NICOLAY à Michèle BROTTET, POTIRON Rémi à DUGAS-VIALIS Olivier, TRIBOLLET Françoise à MOLINARI Elisabeth

J.L BONNAFOUS est arrivé à 20h11

Procédure d'urgence : le Conseil Municipal est d'accord à l'unanimité pour ajouter à 4 délibérations à l'ordre du jour

Le Conseil municipal,

Exposé des motifs

Pôle Ressources

DÉLIBÉRATION DEL2024-062 : Adhésion au contrat d'assurance groupe risques statutaires et confier la gestion administrative des dossiers de sinistres au cdg69

Rapporteur : Monsieur le Maire

- l'application du régime de protection sociale des agents territoriaux implique pour des charges financières, par nature imprévisibles,
- que pour se prémunir contre ces risques, la commune a la possibilité de souscrire un contrat d'assurance, que le Centre de gestion du Rhône et de la Métropole de Lyon (cdg69) propose un contrat d'assurance groupe ouvert aux collectivités du département et de la Métropole de Lyon
- C'est la raison pour laquelle, la commune demande au cdg69 de mener pour son compte la procédure de mise en concurrence avec négociation nécessaire à la souscription de ce contrat

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

- d'assurance, d'une durée de quatre ans à compter du 1er janvier 2025, pour la garantir contre les risques financiers liés au régime de protection sociale des agents publics territoriaux,
- le cdg69 assure l'instruction des dossiers de sinistres et la gestion des actes afférents aux garanties souscrites, de même qu'un rôle de conseil auprès des collectivités adhérentes ; il convient donc de participer aux frais inhérents à la gestion administrative des dossiers, dans le cadre d'une convention ;
- Vu le Code général de la fonction publique et notamment l'article L452-30,
- Vu le Code des assurances,
- Vu l'article 26 alinéa 5 encore en vigueur de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale
- Vu le Décret n°86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application du deuxième alinéa de l'article 26 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les centres de gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux,
- Vu la délibération du cdg69 n°2024-07 du 12 février 2024 relative à la passation d'accords-cadres en vue de la souscription de contrats d'assurance groupe pour la couverture des risques statutaires,
- Vu la délibération du cdg69 n°2024-27 du 24 juin 2024 fixant le montant des frais de gestion pour la période comprise entre le 1er janvier 2025 et le 31 décembre 2028, et approuvant le projet de convention relative à la gestion administrative des dossiers de sinistres découlant du contrat d'assurance groupe relatif à la couverture des risques statutaires,
- Vu la délibération du cdg69 n°2024-26 du 24 juin 2024 relative à la mise en œuvre du contrat-cadre d'assurance groupe 2025-2028,
- Vu la déclaration d'intention de la commune en date du 25 janvier 2024 mandatant le cdg69 pour mener pour son compte la procédure nécessaire à la souscription d'un contrat d'assurance groupe relatif à la couverture des risques statutaires

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- **Article 1 :** d'approuver les taux des prestations négociés par le cdg69 dans le contrat-cadre d'assurance groupe,
-
- **Article 2 :** d'adhérer au contrat-cadre d'assurance groupe à compter du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2028 pour garantir la commune contre les risques financiers des agents affiliés au régime CNRACL dans les conditions suivantes :

Désignation des risques assurés	Formule de franchise par arrêt	Taux
<input type="checkbox"/> Tous les risques Décès + Congé pour invalidité temporaire imputable au service + longue maladie, maladie longue durée + maternité (y compris les congés pathologiques) / adoption / paternité et accueil de l'enfant + maladie ordinaire et le temps partiel pour raison thérapeutique sans lien avec un arrêt préalable + temps partiel pour raison thérapeutique en lien avec un arrêt préalable, mise en disponibilité d'office pour raison de santé, infirmité de guerre, allocation d'invalidité temporaire	<input type="checkbox"/> 10 jours consécutifs par arrêt en maladie ordinaire ou temps partiel pour raison thérapeutique sans arrêt préalable*	7,80%
	<input type="checkbox"/> 15 jours consécutifs par arrêt en maladie ordinaire ou temps partiel pour raison thérapeutique sans arrêt préalable*	7,55%
	<input type="checkbox"/> 30 jours consécutifs par arrêt en maladie ordinaire ou temps partiel pour raison thérapeutique sans arrêt préalable*	6,94%
	<input checked="" type="checkbox"/> 30 jours consécutifs par arrêt pour l'ensemble des indemnités journalières sauf la maternité	5,93%

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

<input type="checkbox"/> Tous les risques sauf la maladie ordinaire : Décès + Congé pour invalidité temporaire imputable au service + longue maladie, maladie longue durée + maternité (y compris les congés pathologiques) / adoption / paternité et accueil de l'enfant + Temps partiel thérapeutique, mise en disponibilité d'office pour maladie, infirmité de guerre, allocation d'invalidité temporaire	<input type="checkbox"/> Sans franchise	5,12%
	<input type="checkbox"/> 30 jours consécutifs par arrêt pour l'ensemble des indemnités journalières sauf la maternité	4,11%

* la franchise appliquée en maladie ordinaire est définitivement acquise lors d'une requalification en longue maladie ou en maladie longue durée.

Le taux de cotisation s'élève à : 5,93%.

L'assiette de cotisation correspond aux éléments de masse salariale suivants :

- Traitement brut indiciaire (TBI)
- Une partie des charges patronales, sous la forme d'un pourcentage du TBI: **30%**

Article 3 : d'adhérer au contrat-cadre d'assurance groupe à compter du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2028 pour garantir la commune contre les risques financiers des agents affiliés au régime général (IRCANTEC) dans les conditions suivantes :

Désignation des risques	Franchise	Taux
<input type="checkbox"/> Congé pour invalidité imputable au service + grave maladie + maternité (y compris les congés pathologiques) / adoption / paternité et accueil de l'enfant + maladie ordinaire*	<input type="checkbox"/> 10 jours consécutifs par arrêt en maladie ordinaire *	1,20%
	<input type="checkbox"/> 15 jours consécutifs par arrêt en maladie ordinaire *	1,10%
	<input checked="" type="checkbox"/> 30 jours consécutifs par arrêt en maladie ordinaire *	1,05%
<input type="checkbox"/> Tous les risques sauf la maladie ordinaire : Congé pour invalidité imputable au service + grave maladie + maternité (y compris les congés pathologiques) / adoption / paternité et accueil de l'enfant	Sans franchise	0,98%

* la franchise appliquée en maladie ordinaire est définitivement acquise lors d'une requalification en grave maladie.

Le taux de cotisation s'élève à : 1,05%. L'assiette de cotisation correspond aux éléments de masse salariale suivants :

- Traitement brut indiciaire
- Une partie des charges patronales, sous la forme d'un pourcentage du TBI : **30%**

Article 4 : d'autoriser l'autorité territoriale à signer le certificat d'adhésion avec le cdg69 et CNP Assurances, de même que tout autre document nécessaire à cette adhésion et tout avenant éventuel.

Article 5 : approuve le montant des frais relatifs à la gestion des dossiers de sinistres par le cdg69 et autorise l'autorité territoriale à signer la convention correspondante dont le modèle figure en annexe.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Contrat CNRACL	Collectivités < 30 agents
Formules (agents CNRACL)	collectivités affiliées
Tous risques	0,30%
Tous risques sauf maladie ordinaire (MO)	0,26%

Contrat IRCANTEC		
Formules (agents IRCANTEC)	collectivités affiliées	collectivités non affiliées
Tous risques	0,20%	0,26%
Tous risques sauf maladie ordinaire (MO)	0,15%	0,195%

Les pourcentages de frais de gestion sont les suivants :

- ☐ Gestion agents CNRACL : 0,30.%
- ☐ Gestion agents IRCANTEC : 0,20%

Les assiettes de cotisation sont précisées dans la convention annexée à la présente délibération.

Article 6 : inscrit les dépenses correspondantes au chapitre du budget prévu à cet effet.

Après avoir entendu l'exposé et en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et représentés soit 22 voix pour (17 présents, 5 pouvoirs, 5 absents)

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- ✓ D'approuver les taux des prestations négociés par le cdg69 dans le contrat-cadre d'assurance groupe,
- ✓ D'adhérer au contrat-cadre d'assurance groupe à compter du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2028 pour garantir la commune contre les risques financiers des agents affiliés au régime CNRACL
- ✓ D'adhérer au contrat-cadre d'assurance groupe à compter du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2028 pour garantir la commune contre les risques financiers des agents affiliés au régime général (IRCANTEC)
- ✓ D'autoriser l'autorité territoriale à signer le certificat d'adhésion avec le cdg69 et CNP Assurances, de même que tout autre document nécessaire à cette adhésion et tout avenant éventuel.
- ✓ D'approuve le montant des frais relatifs à la gestion des dossiers de sinistres par le cdg69 et autorise l'autorité territoriale à signer la convention correspondante dont le modèle figure en annexe.
- ✓ D'inscrit les dépenses correspondantes au chapitre du budget prévu à cet effet.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits et suivent au registre les signatures des membres présents.

Pour extrait certifié conforme.

Le Maire,
Yves GOUAGNE.

Le secrétaire de séance
Marie-Noelle Charles

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance tenue le : 14 Novembre 2024

Date de convocation du Conseil municipal : 8 novembre 2024

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 27

Président de la séance : Monsieur Yves GOUGNE

Secrétaire de la séance : CHARLES Marie-Noëlle

Conseillers présents : BONNAFOUS Jean-Luc, BROTTET Michèle, DUGAS-VIALIS Olivier, FALLONE Frédérique, GOUGNE Yves, PEILLON Dominique, PINGON Colette, VINCENOT Julie, PONS Christine, ROUSSIER Jean Louis, PINGON François, MOLINARI Elisabeth, HERVIER Karine, FAURAT Gérard, CHARLES Marie-Noëlle, FRANCE Vincent, FONTAINE Carole

Conseillers excusés : BRÛLÉ Fabien, DAVAL Didier, NICOLAY Stéphanie, POTIRON Rémi, TRIBOLLET Françoise, NUNES Marie-Jeanne

Conseillers absents : JUNIQUE Julien, MERLANCHON Philippe, DELERIS Florian, MISTRETTA Antoine,

Pouvoirs : BRÛLÉ Fabien à CHARLES Marie-Noëlle, DAVAL Didier à PONS Christine, Stéphanie NICOLAY à Michèle BROTTET, POTIRON Rémi à DUGAS-VIALIS Olivier, TRIBOLLET Françoise à MOLINARI Elisabeth

J.L BONNAFOUS est arrivé à 20h11

Procédure d'urgence : le Conseil Municipal est d'accord à l'unanimité pour ajouter à 4 délibérations à l'ordre du jour

Le Conseil municipal,

Exposé des motifs

POLE Ressources

DÉLIBÉRATION DEL2024-063 : Modification du tableau des effectifs afin de permettre le recrutement du futur responsable du budget et de la comptabilité

Rapporteur : Monsieur le Maire

Vu, le code général des collectivités Territoriales (CGCT), il convient de créer un poste de responsable du budget et de la comptabilité à compter du 01/04/2025 afin que le tuilage entre l'actuel responsable du budget et de la comptabilité et son successeur puisse se faire dans les meilleures conditions et que la continuité du service public puisse se poursuivre et répondre aux besoins de la collectivité.

Considérant une fin de contrat au 30/06/2025.

Le poste sera ouvert au cadre d'emploi des rédacteurs pour intégration du poste de responsable.

Après avoir entendu l'exposé et en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et représentés soit 22 voix pour (17 présents, 5 pouvoirs, 5 absents)

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- ✓ D'autoriser le maire à modifier le tableau des effectifs
- ✓ D'approuver le recrutement du futur responsable du budget et de la comptabilité

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Annexe DÉLIBÉRATION DEL2024-XXX : MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS CM du 14/11/2024

TABLEAU DES EFFECTIFS A COMPTER DU 01/04/2025

Catégorie	Cadre d'emplois	Missions (pour information)	Durée hebdomadaire	Poste vacant
Emplois fonctionnels				
A	DGS 2 000 à 10 000 hab.	DGS	35 heures	X
Filière administrative				
A	Attaché	DGS	35 heures	
A	Attaché	Responsable pôle Moyens généraux	35 heures	X
B	Rédacteur	Chargé de mission Projets Structurants - Dey Durable : transition des bâtiments publics	35 heures	X
B	Rédacteur	Référent du pôle ressources resp. budget, comptabilité et de la commande publique	35 heures	
B	Rédacteur	Responsable du budget de la comptabilité et de la commande publique	35 heures	Création de poste au 01/04/25
B	Rédacteur	Référente du pôle administrative scolaire et ressources humaines	35 heures	X
C	Adjoint administratif	Agent Administratif chargé d'urbanisme	35 heures	
C	Adjoint administratif	Accueil STA, Périscolaire et CME	35 heures	
C	Adjoint administratif	Accueils, assistance administrative CCAS- agence postale	35 heures	
C	Adjoint administratif	Accueils, assistance administrative Vie Associative et agence postale	35 heures	
C	Adjoint administratif	Agent Administratif Régisseur - Référente agence postale + élections + compta + Assurance	30 heures	
C	Adjoint administratif	Assistant administratif polyvalent	35 heures	X
C	Adjoint administratif	Référente pôle relation aux usagers - accueil - état civil- cimetière	35 heures	
Filière technique				
C	Agent de maîtrise	Agent polyvalent	35 heures	
C	Agent de maîtrise	Chef d'équipe services techniques	35 heures	
C	Adjoint technique	Agent d'entretien locaux	35 heures	
C	Adjoint technique	Agent d'entretien locaux	35 heures	
C	Adjoint technique	Services techniques Polyvalent	35 heures	
C	Adjoint technique	Services techniques Polyvalent	35 heures	
C	Adjoint technique	Agent technique référent Espaces Verts	35 heures	
C	Adjoint technique	Services techniques Polyvalent	35 heures	
C	Adjoint technique	Services techniques Polyvalent	35 heures	
C	Adjoint technique	Services techniques Polyvalent	35 heures	
C	Adjoint technique	Agent technique référent Bâtiments	35 heures	
C	Adjoint technique	Services techniques Polyvalent	35 heures	
C	Adjoint technique	Services techniques Polyvalent	35 heures	
C	Adjoint technique	Services techniques Polyvalent	35 heures	
C	Adjoint technique	Agent technique Référente périscolaire - Restaurant	35 heures	
C	Adjoint technique	Agent technique Référente périscolaire - Restaurant	35 heures	
C	Adjoint technique	Agent technique restaurant	7 heures	X
C	Adjoint technique	Agent technique restaurant	7 heures	X
C	Adjoint technique	Agent technique restaurant	7 heures	X
C	Adjoint technique	Agent technique référent restaurant	23 heures	
C	Adjoint technique	Agent technique restaurant	15 heures	X
C	Adjoint technique	ATSEM	28 heures	
C	Adjoint technique	ATSEM	35 heures	
C	Adjoint technique	ATSEM	28 heures	
Filière sociale				
C	ATSEM	ATSEM	35 heures	
C	ATSEM	ATSEM	21 heures	
C	ATSEM	ATSEM	26 heures	
C	ATSEM	ATSEM	24 heures	
Filière animation				
C	Adjoint d'animation	Agent technique périscolaire et restaurant	28,5 heures	X
C	Adjoint d'animation	Agent technique périscolaire et restaurant	25,5 heures	
C	Adjoint d'animation	Agent technique périscolaire et restaurant	10 heures	X
C	Adjoint d'animation	Agent technique périscolaire et restaurant	21,5 heures	
C	Adjoint d'animation	Agent technique périscolaire	12 heures	X
C	Adjoint d'animation	Agent technique périscolaire et restaurant	12 heures	X
C	Adjoint d'animation	Agent technique périscolaire et restaurant	4,5 heures	X
C	Adjoint d'animation	Agent technique périscolaire et restaurant	7 heures	X
C	Adjoint d'animation	Agent technique périscolaire et restaurant	15 heures	X
C	Adjoint d'animation	Agent technique périscolaire et restaurant	17 heures	X
C	Adjoint d'animation	Agent technique périscolaire et restaurant	24 heures	X
C	Adjoint d'animation	Agent technique périscolaire et restaurant	24 heures	X

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits et suivent au registre les signatures des membres présents.

Pour extrait certifié conforme.

Le Maire,
Yves Gougne.

Le secrétaire de séance
Marie-Noëlle Charles

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance tenue le : 14 Novembre 2024

Date de convocation du Conseil municipal : 8 novembre 2024

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 27

Président de la séance : Monsieur Yves GOUGNE

Secrétaire de la séance : CHARLES Marie-Noëlle

Conseillers présents : BONNAFOUS Jean-Luc, BROTTET Michèle, DUGAS-VIALIS Olivier, FALLONE Frédérique, GOUGNE Yves, PEILLON Dominique, PINGON Colette, VINCENOT Julie, PONS Christine, ROUSSIER Jean Louis, PINGON François, MOLINARI Elisabeth, HERVIER Karine, FAURAT Gérard, CHARLES Marie-Noëlle, FRANCE Vincent, FONTAINE Carole

Conseillers excusés : BRÛLÉ Fabien, DAVAL Didier, NICOLAY Stéphanie, POTIRON Rémi, TRIBOLLET Françoise, NUNES Marie-Jeanne

Conseillers absents : JUNIQUE Julien, MERLANCHON Philippe, DELERIS Florian, MISTRETTA Antoine,

Pouvoirs : BRÛLÉ Fabien à CHARLES Marie-Noëlle, DAVAL Didier à PONS Christine, Stéphanie NICOLAY à Michèle BROTTET, POTIRON Rémi à DUGAS-VIALIS Olivier, TRIBOLLET Françoise à MOLINARI Elisabeth

J.L BONNAFOUS est arrivé à 20h11

Procédure d'urgence : le Conseil Municipal est d'accord à l'unanimité pour ajouter à 4 délibérations à l'ordre du jour

Le Conseil municipal,

Exposé des motifs

Pôle Finances

DÉLIBÉRATION DEL2024-064 : DECISION MODIFICATIVE N°2 DU BUDGET PRIMITIF 2024

Le Conseil municipal,

Vu, le code général des collectivités Territoriales (CGCT) et notamment les articles L.2322-1 et L.2322-2 ;

Vu, l'ajustement de crédits sur des chapitres et opérations pour le dit équilibre budgétaire

Afin de pouvoir terminer l'année 2024 et conformément au principe de sincérité des finances publiques, il convient de délibérer la décision modificative n°2 du budget primitif 2024, proposée par la commission finances.

Cette décision modificative vise notamment, dans la section de fonctionnement en dépenses :

Chapitre 014 : Atténuation de produits : 5 000€

Chapitre 042 : dotation aux amortissements : 3 000€

Chapitre 011 : charges à caractère générale : 50 000

Dépenses honoraires supp – réparation véhicule – copamo (héritage JO)

Total : 58 000 €

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Cette décision modificative vise notamment, dans la section de fonctionnement en recettes :

Chapitre 74 : dotation de solidarité rurale DSR : 14 000 €

Chapitre 77 : mandats annulés : 21 000 €

Chapitre 79 : transferts de charges : 23 000€

Total : 58 000 €

Section fonctionnement	Dépenses		Recettes	
	Diminution crédits	Augmentation crédits	Diminution crédits	Augmentation crédits
Chapitre 014		5000		
Chapitre 043		3000		
Chapitre 011		50000		
Chapitre 74 (article 741121)				14000
Chapitre 77 (article 773)				21000
Chapitre 79 (article 791)				23000
Total		58000		58000

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Cette décision modificative vise notamment, dans la section d'investissement en dépenses et recettes

Opération 16

Opération 1016 – voirie

Opération 1012 – cadre de vie : Camion

Opération 1015 – PLH/ PLU

Ajout de crédit pour 3 000 euros pour faire face à l'avancement des études de faisabilité sur le projet.

Opération 1007 : Administration Générale : informatique

Ajout de crédit pour 5 000 euros pour faire face à l'avancement des études de faisabilité sur le projet.

Total : 42K€

Section investissement	Dépenses		Recettes	
	Diminution crédits	Augmentation crédits	Diminution crédits	Augmentation crédits
Opération 1016	42 000			
Opération 16		5000		5000
Opération 1012		5000		
Opération 1015		12 000		
Opération 1007		25 000		
Total	42 000	47000	0	5000

Après avoir entendu l'exposé et en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et représentés soit 22 voix pour (17 présents, 5 pouvoirs, 5 absents)

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- ✓ D'APPROUVER la décision modificative N°2,
- ✓ D'AUTORISER M. le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à cet effet,
- ✓ D'ADRESSER ampliation au Trésor Public de Givors et à la Préfecture du Rhône

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits et suivent au registre les signatures des membres présents.

Pour extrait certifié conforme.

Le Maire,
Yves GOUAGNE.

Le secrétaire de séance
Marie-Noelle Charles

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance tenue le : 14 Novembre 2024

Date de convocation du Conseil municipal : 8 novembre 2024

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 27

Président de la séance : Monsieur Yves GOUGNE

Secrétaire de la séance : CHARLES Marie-Noëlle

Conseillers présents : BONNAFOUS Jean-Luc, BROTTE Michèle, DUGAS-VIALIS Olivier, FALLONE Frédérique, GOUGNE Yves, PEILLON Dominique, PINGON Colette, VINCENOT Julie, PONS Christine, ROUSSIER Jean Louis, PINGON François, MOLINARI Elisabeth, HERVIER Karine, FAURAT Gérard, CHARLES Marie-Noëlle, FRANCE Vincent, FONTAINE Carole

Conseillers excusés : BRÛLÉ Fabien, DAVAL Didier, NICOLAY Stéphanie, POTIRON Rémi, TRIBOLLET Françoise, NUNES Marie-Jeanne

Conseillers absents : JUNIQUE Julien, MERLANCHON Philippe, DELERIS Florian, MISTRETTA Antoine,

Pouvoirs : BRÛLÉ Fabien à CHARLES Marie-Noëlle, DAVAL Didier à PONS Christine, Stéphanie NICOLAY à Michèle BROTTE, POTIRON Rémi à DUGAS-VIALIS Olivier, TRIBOLLET Françoise à MOLINARI Elisabeth

J.L BONNAFOUS est arrivé à 20h11

Procédure d'urgence : le Conseil Municipal est d'accord à l'unanimité pour ajouter à 4 délibérations à l'ordre du jour

Le Conseil municipal,

Exposé des motifs

Pôle Finances

DÉLIBÉRATION DEL2024-065 : Portant sur la contractualisation de l'emprunt auprès de la Caisse d'Epargne du Rhône

Rapporteur : Monsieur J.L Bonnafous

Portant sur la contractualisation de l'emprunt auprès de la Caisse d'Epargne du Rhône

Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Il est proposé de souscrire un emprunt total de l'ordre de 500 000 euros sur 20 ans

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé et en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et représentés soit 22 voix pour (17 présents, 5 pouvoirs, 5 absents)

Il est donc proposé au Conseil municipal :


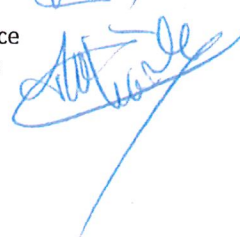
- ✓ D'APPROUVER la proposition de souscription d'un emprunt total à hauteur de 500 000 euros dont le taux d'intérêt est fixé à 3,77% sur 20 ans

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits et suivent au registre les signatures des membres présents.

Pour extrait certifié conforme.

Le Maire,
Yves GOUGNE.

Le secrétaire de séance
Marie-Noelle Charles

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance tenue le : 14 Novembre 2024

Date de convocation du Conseil municipal : 8 novembre 2024

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 27

Président de la séance : Monsieur Yves GOUGNE

Secrétaire de la séance : CHARLES Marie-Noëlle

Conseillers présents : BONNAFOUS Jean-Luc, BROTTET Michèle, DUGAS-VIALIS Olivier, FALLONE Frédérique, GOUGNE Yves, PEILLON Dominique, PINGON Colette, VINCENOT Julie, PONS Christine, ROUSSIER Jean Louis, PINGON François, MOLINARI Elisabeth, HERVIER Karine, FAURAT Gérard, CHARLES Marie-Noëlle, FRANCE Vincent, FONTAINE Carole

Conseillers excusés : BRÛLÉ Fabien, DAVAL Didier, NICOLAY Stéphanie, POTIRON Rémi, TRIBOLLET Françoise, NUNES Marie-Jeanne

Conseillers absents : JUNIQUE Julien, MERLANCHON Philippe, DELERIS Florian, MISTRETTA Antoine,

Pouvoirs : BRÛLÉ Fabien à CHARLES Marie-Noëlle, DAVAL Didier à PONS Christine, Stéphanie NICOLAY à Michèle BROTTET, POTIRON Rémi à DUGAS-VIALIS Olivier, TRIBOLLET Françoise à MOLINARI Elisabeth

J.L BONNAFOUS est arrivé à 20h11

Procédure d'urgence : le Conseil Municipal est d'accord à l'unanimité pour ajouter à 4 délibérations à l'ordre du jour

Le Conseil municipal,

Exposé des motifs

Pôle Finances

DÉLIBÉRATION DEL2024-66 : SUBVENTION 2024 AU CCAS

Vu le vote du budget primitif 2024 de la Commune en date du 8 avril 2024, prévoyant une somme de 10 000 € à l'article 65736212 pour le CCAS

Considérant les besoins de financement du CCAS,

Après avoir entendu l'exposé et en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et représentés soit 22 voix pour (17 présents, 5 pouvoirs, 5 absents)

Il est donc proposé au Conseil municipal :

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

- ✓ D'ACCORDER au CCAS une subvention d'un montant de 10 000 € pour l'exercice 2024 ;
- ✓ DE DIRE que les crédits sont prévus au budget, article 65736212 ;
- ✓ D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer toutes pièces nécessaires.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits et suivent au registre les signatures des membres présents.

Pour extrait certifié conforme.

Le Maire,
Yves GOUGNE.

Le secrétaire de séance
Marie-Noelle Charles



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance tenue le : 14 Novembre 2024

Date de convocation du Conseil municipal : 8 novembre 2024

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 27

Président de la séance : Monsieur Yves GOUGNE

Secrétaire de la séance : CHARLES Marie-Noëlle

Conseillers présents : BONNAFOUS Jean-Luc, BROTTET Michèle, DUGAS-VIALLIS Olivier, FALLONE Frédérique, GOUGNE Yves, PEILLON Dominique, PINGON Colette, VINCENOT Julie, PONS Christine, ROUSSIER Jean Louis, PINGON François, MOLINARI Elisabeth, HERVIER Karine, FAURAT Gérard, CHARLES Marie-Noëlle, FRANCE Vincent, FONTAINE Carole

Conseillers excusés : BRÛLÉ Fabien, DAVAL Didier, NICOLAY Stéphanie, POTIRON Rémi, TRIBOLLET Françoise, NUNES Marie-Jeanne

Conseillers absents : JUNIQUE Julien, MERLANCHON Philippe, DELERIS Florian, MISTRETTA Antoine,

Pouvoirs : BRÛLÉ Fabien à CHARLES Marie-Noëlle, DAVAL Didier à PONS Christine, Stéphanie NICOLAY à Michèle BROTTET, POTIRON Rémi à DUGAS-VIALLIS Olivier, TRIBOLLET Françoise à MOLINARI Elisabeth

J.L BONNAFOUS est arrivé à 20h11

Procédure d'urgence : le Conseil Municipal est d'accord à l'unanimité pour ajouter à 4 délibérations à l'ordre du jour

Le Conseil municipal,

Exposé des motifs

Pôle Finances

DÉLIBÉRATION DEL2024-067 : Attribution d'une aide aux travaux d'adaptation dans le cadre du 3^{ème} Programme Local de l'Habitat de la commune de Beauvallon à Madame Marie-Chantal DESGRANGE.

Rapporteur : Monsieur le Maire

Dans le cadre du 3^{ème} Programme Local de l'Habitat et du programme de transition écologique, la Copamo a décidé de poursuivre son action relative à l'amélioration du parc privé avec la collaboration des communes du territoire.

Il s'agit notamment d'inciter, grâce à une aide technique et financière, les propriétaires occupants à revenu modeste ou très modeste à entreprendre des travaux d'adaptation de leur logement à la perte de mobilité.

La Commune a approuvé un règlement d'attribution des aides financières lors du conseil municipal du 6 novembre 2023 n° 2023-056.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Dans ce cadre, il est aujourd'hui proposé au Conseil Municipal d'attribuer une subvention de 20% du montant des travaux, plafonné à 20 000 € HT, soit 1 249,80 € à Madame Marie-Chantal DESGRANGE, propriétaire occupante de sa résidence principale située 461 chemin de la Gibertière à BEAUVALLON, pour des travaux d'adaptation d'un montant subventionnable de 6 249 € HT.

Les travaux envisagés sont les suivants :

- Aménagement de la Salle de bain.

Ces travaux répondent aux caractéristiques d'éligibilité définies par la commune dans le cadre de l'aide à l'adaptation des logements à la perte de mobilité.

Les subventions pour le projet se décomposent comme suit :

- 2 625 € de l'Anah.
- 1 249,80 € de la commune de Beauvallon.
- 1 249,80 € de la COPAMO

Après avoir entendu l'exposé et en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et représentés soit 22 voix pour (16 présents, 5 pouvoirs, 5 absents)

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- ✓ DECIDE l'attribution d'une subvention d'un montant de 1 249,80 € à Madame Marie-Chantal DESGRANGE dans le cadre de travaux d'adaptation de sa résidence principale située à Beauvallon,
- ✓ AUTORISE le Maire à signer tous documents relatifs à l'attribution de cette subvention,

DIT que les crédits seront inscrits au Budget principal, opération 2009, compte 20422.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits et suivent au registre les signatures des membres présents.

Pour extrait certifié conforme.

Le Maire,
Yves GUGNE.

Le secrétaire de séance
Marie-Noelle Charles

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance tenue le : 14 Novembre 2024

Date de convocation du Conseil municipal : 8 novembre 2024

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 27

Président de la séance : Monsieur Yves GOUGNE

Secrétaire de la séance : CHARLES Marie-Noëlle

Conseillers présents : BONNAFOUS Jean-Luc, BROTTET Michèle, DUGAS-VIALIS Olivier, FALLONE Frédérique, GOUGNE Yves, PEILLON Dominique, PINGON Colette, VINCENOT Julie, PONS Christine, ROUSSIER Jean Louis, PINGON François, MOLINARI Elisabeth, HERVIER Karine, FAURAT Gérard, CHARLES Marie-Noëlle, FRANCE Vincent, FONTAINE Carole

Conseillers excusés : BRÛLÉ Fabien, DAVAL Didier, NICOLAY Stéphanie, POTIRON Rémi, TRIBOLLET Françoise, NUNES Marie-Jeanne

Conseillers absents : JUNIQUE Julien, MERLANCHON Philippe, DELERIS Florian, MISTRETTA Antoine,

Pouvoirs : BRÛLÉ Fabien à CHARLES Marie-Noëlle, DAVAL Didier à PONS Christine, Stéphanie NICOLAY à Michèle BROTTET, POTIRON Rémi à DUGAS-VIALIS Olivier, TRIBOLLET Françoise à MOLINARI Elisabeth

J.L BONNAFOUS est arrivé à 20h11

Procédure d'urgence : le Conseil Municipal est d'accord à l'unanimité pour ajouter à 4 délibérations à l'ordre du jour

Le Conseil municipal,

Exposé des motifs

Pôle Finances

DÉLIBÉRATION DEL2024-068 : Attribution d'une aide aux travaux d'amélioration de la performance énergétique dans le cadre du 3ème Programme Local de l'Habitat de la commune de Beauvallon à Madame et Monsieur Josiane et Jean-Paul MOUTON

Rapporteur : Monsieur le Maire

Dans le cadre du 3ème Programme Local de l'Habitat et du programme de transition écologique, la Copamo a décidé de poursuivre son action relative à l'amélioration du parc privé avec la collaboration des communes du territoire.

Il s'agit notamment d'inciter, grâce à une aide technique et financière, les propriétaires occupants à revenu modeste ou très modeste à entreprendre des travaux de rénovation énergétique de leur logement.

La Commune a approuvé un règlement d'attribution des aides financières lors du conseil municipal du 6 novembre 2024.

Dans ce cadre, il est aujourd'hui proposé au Conseil Municipal d'attribuer une subvention de 20% du montant des travaux, plafonné à 20 000 € HT, soit 4 000 € à Madame et Monsieur Josiane et Jean-Paul MOUTON, propriétaires occupants de leur résidence principale située 115 chemin des Hautes Bruyères à Beauvallon, pour des travaux d'amélioration de la performance énergétique d'un montant subventionnable de 81 397 € HT.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Les travaux envisagés sont les suivants :

- Isolation de la toiture.
- Isolation thermique par l'extérieur.
- Remplacement des menuiseries.
- Installation d'une pompe à chaleur air/eau

Ces travaux répondent aux caractéristiques d'éligibilité définies par la commune et permettent un gain énergétique de 57 %.

Les subventions pour le projet se décomposent comme suit :

- 38 100 € de l'Anah.
- 4 000 € de la commune de Beauvallon.
- 5 447 € de la COPAMO.
- 500 € du Conseil Départemental.

Après avoir entendu l'exposé et en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et représentés soit 22 voix pour (17 présents, 5 pouvoirs, 5 absents)

Il est donc proposé au Conseil municipal :

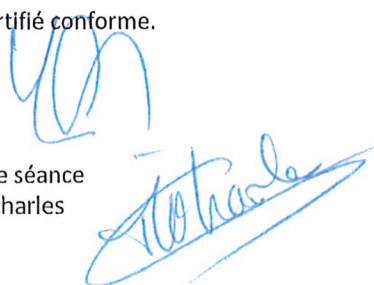
- ✓ **ATTRIBUER** une subvention d'un montant de 4 000 € à Madame et Monsieur Josiane et Jean-Paul MOUTON dans le cadre de travaux d'amélioration de la performance énergétique de leur résidence principale située à Beauvallon.
- ✓ **AUTORISER** le Maire à signer tous documents relatifs à l'attribution de cette subvention.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits et suivent au registre les signatures des membres présents.

Pour extrait certifié conforme.

Le Maire,
Yves GOUGNE.

Le secrétaire de séance
Marie-Noelle Charles



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance tenue le : 14 Novembre 2024

Date de convocation du Conseil municipal : 8 novembre 2024

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 27

Président de la séance : Monsieur Yves GOUGNE

Secrétaire de la séance : CHARLES Marie-Noëlle

Conseillers présents : BONNAFOUS Jean-Luc, BROTTET Michèle, DUGAS-VIALIS Olivier, FALLONE Frédérique, GOUGNE Yves, PEILLON Dominique, PINGON Colette, VINCENOT Julie, PONS Christine, ROUSSIER Jean Louis, PINGON François, MOLINARI Elisabeth, HERVIER Karine, FAURAT Gérard, CHARLES Marie-Noëlle, FRANCE Vincent, FONTAINE Carole

Conseillers excusés : BRÛLÉ Fabien, DAVAL Didier, NICOLAY Stéphanie, POTIRON Rémi, TRIBOLLET Françoise, NUNES Marie-Jeanne

Conseillers absents : JUNIQUE Julien, MERLANCHON Philippe, DELERIS Florian, MISTRETTA Antoine,

Pouvoirs : BRÛLÉ Fabien à CHARLES Marie-Noëlle, DAVAL Didier à PONS Christine, Stéphanie NICOLAY à Michèle BROTTET, POTIRON Rémi à DUGAS-VIALIS Olivier, TRIBOLLET Françoise à MOLINARI Elisabeth

J.L BONNAFOUS est arrivé à 20h11

Procédure d'urgence : le Conseil Municipal est d'accord à l'unanimité pour ajouter à 4 délibérations à l'ordre du jour

Le Conseil municipal,

Exposé des motifs

Pôle Aménagement du territoire / Urbanisme

DÉLIBÉRATION DEL2024-069 : Renouvellement de l'adhésion / Adhésion à un groupement de commandes pour l'achat d'électricité et de services associés et autorisation de signer les marchés et/ou accords-cadres et marchés subséquents.

Rapporteur : Monsieur le Maire

Conformément au Code de l'Energie, les tarifs réglementés de vente d'électricité sont supprimés depuis le 1er janvier 2016, pour les sites ex tarifs « Jaunes » et « Verts » dont la puissance souscrite est supérieure à 36 kVA.

La loi Energie Climat du 8 novembre 2019 a organisé la fin des Tarifs Réglementés de Vente (TRV) d'électricité pour les consommateurs finaux non domestiques, tarifs correspondants aux contrats de fourniture d'électricité d'une puissance souscrite inférieure ou égale à 36 kVA.

En conséquence, au 1er janvier 2021, seuls les clients domestiques et les clients non domestiques employant moins de 10 personnes et dont le chiffre d'affaires, les recettes ou le total de leur dernier bilan annuel n'excèdent pas 2 millions d'euros, seront encore éligibles aux TRV. Dans ce contexte, le renouvellement / la constitution d'un groupement de commandes est envisagée pour l'achat d'électricité coordonné par le SYDER. Ce groupement est à même d'apporter aux pouvoirs adjudicateurs et entités adjudicatrices, une réponse à ces nouvelles dispositions

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

réglementaires en leur permettant de se mettre en conformité avec la loi, tout en optimisant leur procédure de mise en concurrence.

Pour les clients éligibles aux TRV, la loi n°2024-330 du 11 avril 2024 visant à protéger le groupe EDF d'un démembrement a ouvert de nouveau aux TRV à compter du 1er janvier 2026 les PDL en segment C2 et C4 >36 kVA.

Le groupement sera ouvert aux communes et Etablissement Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) du périmètre du SYDER. Le groupement couvre l'ensemble des contrats des établissements publics, y compris ceux qui ne sont pas soumis à une obligation de mise en concurrence dans le cadre des TRV.

Vu le Code de la Commande Publique et notamment ses articles L2113-6 à L2113-8

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la convention constitutive du groupement de commandes pour l'achat d'électricité et de services associés jointe en annexe ;

Le coordonnateur du groupement sera le Syndicat Départemental d'Energies du Rhône (SYDER). Il sera chargé d'organiser, dans le respect du droit des Marchés Publics, l'ensemble des opérations de sélection d'un ou de plusieurs prestataires afin de répondre aux besoins exprimés par les membres du groupement.

Le coordonnateur est également chargé de signer et de notifier les accords-cadres ou les marchés qu'il conclut ; chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assurant de leur bonne exécution.

En outre, le coordonnateur est chargé de conclure les avenants aux accords-cadres et marchés passés dans le cadre du groupement.

La Commission d'Appel d'Offre du groupement sera celle du coordonnateur du groupement, le SYDER.

Après avoir entendu l'exposé et en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et représentés soit 22 voix pour (17 présents, 5 pouvoirs, 5 absents)

Il est donc proposé au Conseil municipal :

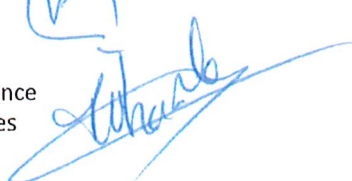

- ✓ D'ACCEPTER les termes du projet de convention constitutive du groupement de commandes pour l'achat d'électricité et de services associés, annexé à la présente délibération,
- ✓ D'AUTORISER l'adhésion de la commune au groupement de commandes à intervenir ayant pour objet l'achat d'électricité et de services associés,
- ✓ D'AUTORISER le Maire à signer la convention de groupement, et toutes autres pièces nécessaires,
- ✓ D'AUTORISER le représentant du coordonnateur à signer les marchés, accords-cadres et marchés subséquents issus du groupement de commandes pour le compte de la commune.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits et suivent au registre les signatures des membres présents.

Pour extrait certifié conforme.

Le Maire,
Yves GOUAGNE.

Le secrétaire de séance
Marie-Noelle Charles



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance tenue le : 14 Novembre 2024

Date de convocation du Conseil municipal : 8 novembre 2024

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 27

Président de la séance : Monsieur Yves GOUGNE

Secrétaire de la séance : CHARLES Marie-Noëlle

Conseillers présents : BONNAFOUS Jean-Luc, BROTTET Michèle, DUGAS-VIALIS Olivier, FALLONE Frédérique, GOUGNE Yves, PEILLON Dominique, PINGON Colette, VINCENOT Julie, PONS Christine, ROUSSIER Jean Louis, PINGON François, MOLINARI Elisabeth, HERVIER Karine, FAURAT Gérard, CHARLES Marie-Noëlle, FRANCE Vincent, FONTAINE Carole

Conseillers excusés : BRÛLÉ Fabien, DAVAL Didier, NICOLAY Stéphanie, POTIRON Rémi, TRIBOLLET Françoise, NUNES Marie-Jeanne

Conseillers absents : JUNIQUE Julien, MERLANCHON Philippe, DELERIS Florian, MISTRETTA Antoine,

Pouvoirs : BRÛLÉ Fabien à CHARLES Marie-Noëlle, DAVAL Didier à PONS Christine, Stéphanie NICOLAY à Michèle BROTTET, POTIRON Rémi à DUGAS-VIALIS Olivier, TRIBOLLET Françoise à MOLINARI Elisabeth

J.L BONNAFOUS est arrivé à 20h11

Procédure d'urgence : le Conseil Municipal est d'accord à l'unanimité pour ajouter à 4 délibérations à l'ordre du jour

Le Conseil municipal,

Exposé des motifs

Pôle Aménagement du territoire / Urbanisme

DÉLIBÉRATION DEL2024-070 : Acquisition du tènement Isler par l'EPORA

Rapporteur : Monsieur le Maire

La commune a sollicité l'EPORA pour l'accompagner sur les opportunités d'aménagement, selon la convention tripartite Convention de Veille et de Stratégie Foncière (CVSF) passée avec l'établissement public.

Dans le cadre de ce partenariat, l'EPORA a trouvé un accord avec la famille Isler afin d'acquérir leur propriété.

Ainsi, L'EPORA demande à la commune de s'engager au rachat de ce bien pour les sommes engagées et le portage de ce bien.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé et en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et représentés soit 22 voix pour (17 présents, 5 pouvoirs, 5 absents)

Il est donc proposé au Conseil municipal :


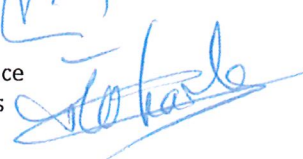
- D'APPROUVER l'acquisition par l'EPORA de la propriété Isler
- De VALIDER l'accord passé avec l' EPORA de rachat de la dite propriété, aux conditions prévues dans la CVSF

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits et suivent au registre les signatures des membres présents.

Pour extrait certifié conforme.

Le Maire,
Yves GOUGNE.

Le secrétaire de séance
Marie-Noelle Charles

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance tenue le : 14 Novembre 2024

Date de convocation du Conseil municipal : 8 novembre 2024

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 27

Président de la séance : Monsieur Yves GOUGNE

Secrétaire de la séance : CHARLES Marie-Noëlle

Conseillers présents : BONNAFOUS Jean-Luc, BROTTET Michèle, DUGAS-VIALIS Olivier, FALLONE Frédérique, GOUGNE Yves, PEILLON Dominique, PINGON Colette, VINCENOT Julie, PONS Christine, ROUSSIER Jean Louis, PINGON François, MOLINARI Elisabeth, HERVIER Karine, FAURAT Gérard, CHARLES Marie-Noëlle, FRANCE Vincent, FONTAINE Carole

Conseillers excusés : BRÛLÉ Fabien, DAVAL Didier, NICOLAY Stéphanie, POTIRON Rémi, TRIBOLLET Françoise, NUNES Marie-Jeanne

Conseillers absents : JUNIQUE Julien, MERLANCHON Philippe, DELERIS Florian, MISTRETTA Antoine,

Pouvoirs : BRÛLÉ Fabien à CHARLES Marie-Noëlle, DAVAL Didier à PONS Christine, Stéphanie NICOLAY à Michèle BROTTET, POTIRON Rémi à DUGAS-VIALIS Olivier, TRIBOLLET Françoise à MOLINARI Elisabeth

J.L BONNAFOUS est arrivé à 20h11

Procédure d'urgence : le Conseil Municipal est d'accord à l'unanimité pour ajouter à 4 délibérations à l'ordre du jour

Le Conseil municipal,

Exposé des motifs

Pôle Aménagement du territoire / Urbanisme

DÉLIBÉRATION DEL2024-71 : Autoriser le maire à dénoncer la convention de 1999 entre l'Etat et la commune de Saint Jean de Touslas afin d'autoriser la commune de Beauvallon à actualiser le prix des loyers

Rapporteur : Madame Brottet

La convention N°69/02/04/1999/80415/5925 conclue entre l'Etat et les personnes physiques ou morales autres que les organismes d'HLM et les sociétés mixte, pour les bénéficiaires de prêts de l'Etat dans les conditions prévues aux articles R 333-1 à R333-23 pour l'acquisition ou l'acquisition et l'amélioration de logements non soumis à la TVA ou pour les bénéficiaires d'aides de l'Etat en application de l'article L.351-2 (2° et 3°).

Considérant que la commune souhaite ré-évaluer et actualiser le montant des loyers, il est impératif de dénoncer ladite convention.

Considérant que la prochaine date anniversaire de la convention tacitement renouvelable sera le 30 juin 2025, il est impératif de dénoncer la convention avant le 30 décembre 2024.

La dite convention concerne un T1 et un T2

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé et en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et représentés
soit 22 voix pour (17 présents, 5 pouvoirs, 5 absents)

Il est donc proposé au Conseil municipal :

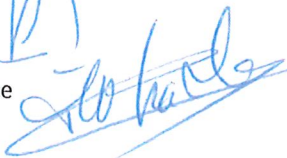

- ✓ D'AUTORISER Monsieur le maire à dénoncer ladite convention
- ✓ D'ACTUALISER le prix des loyers conformément au prix du marché

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits et suivent au registre les
signatures des membres présents.

Pour extrait certifié conforme.

Le Maire,
Yves GOUGNE.

Le secrétaire de séance
Marie-Noelle Charles



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance tenue le : 14 Novembre 2024

Date de convocation du Conseil municipal : 8 novembre 2024

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 27

Président de la séance : Monsieur Yves GOUGNE

Secrétaire de la séance : Madame Marie-Noëlle CHARLES

Conseillers présents : BONNAFOUS Jean-Luc, BROTTE Michèle, DUGAS-VIALIS Olivier, FALLONE Frédérique, GOUGNE Yves, PEILLON Dominique, PINGON Colette, VINCENOT Julie, PONS Christine, ROUSSIER Jean Louis, PINGON François, MOLINARI Elisabeth, HERVIER Karine, FAURAT Gérard, CHARLES Marie-Noëlle, FRANCE Vincent, FONTAINE Carole

Conseillers excusés : BRÛLÉ Fabien, DAVAL Didier, NICOLAY Stéphanie, POTIRON Rémi, TRIBOLLET Françoise, NUNES Marie-Jeanne

Conseillers absents : JUNIQUE Julien, MERLANCHON Philippe, DELERIS Florian, MISTRETTA Antoine,

Pouvoirs : BRÛLÉ Fabien à CHARLES Marie-Noëlle, DAVAL Didier à PONS Christine, Stéphanie NICOLAY à Michèle BROTTE, POTIRON Rémi à DUGAS-VIALIS Olivier, TRIBOLLET Françoise à MOLINARI Elisabeth

J.L BONNAFOUS est arrivé à 20h11

Procédure d'urgence : le Conseil Municipal est d'accord à l'unanimité pour ajouter à 4 délibérations à l'ordre du jour

Le Conseil municipal,

Exposé des motifs

POLE Aménagement du territoire / Urbanisme

DÉLIBÉRATION DEL2024-072 : Modification N°2 du PLU de Chassagny, commune de Beauvallon : DECISION DE NON REALISATION D'UNE EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

Rapporteur : Monsieur le Maire

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 27 février 2014,
Vu la modification simplifiée n°1 du PLU approuvées le 26 janvier 2015
Vu le code de l'urbanisme, et notamment les articles L.153-36 et suivants,
Vu l'arrêté **A-2024-148-PER** prescrivant la procédure de modification n°2 du PLU,
Vu le dossier transmis à la MRAE en application des articles R104-33 et R104-34 en date du 07/08/2024,
Vu l'avis conforme de la MRAE n° 2024-ARA-AC-3559, indiquant que la procédure de modification n°2 du PLU ne requiert pas la réalisation d'une évaluation environnementale.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Vu la délibération n° CC-2023-011 du conseil communautaire de la Communauté de Communes du Pays Mornantais du 24 janvier 2023 approuvant Programme Local de l'Habitat communautaire,

Considérant qu'en vertu de l'article L. 153-45 du Code de l'urbanisme, le PLU doit être compatible avec le Programme Local de l'Habitat, approuvé le 24 janvier 2023

Considérant que le PLU de la Commune de Beauvallon doit être mis en compatibilité avec le Programme Local de l'Habitat de la Communauté de Communes du Pays Mornantais,

Monsieur le Maire rappelle qu'une procédure de modification n°2 du PLU a été prescrite par arrêté du Maire en date du 21 juin 2024.

Ce projet de modification N°2 du PLU porte sur :

- le rapport de présentation,
- le règlement des zones U et 1AU et le règlement graphique,
- les OAP et les zones futures d'urbanisation,
- la liste des emplacements réservés.

Conformément aux dispositions de l'article R104-34° du code de l'urbanisme, un dossier a été réalisé puis transmis à l'autorité environnementale.

Ce dossier démontre de l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale, puisqu'il se conclue par l'absence d'incidences notables sur l'environnement et la santé humaine.

Par avis conforme n° 2024-ARA-AC-3559, la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale confirme que la modification n°2 du PLU ne requiert pas la réalisation d'une évaluation environnementale.

Dans ces conditions, Monsieur le Maire propose de ne pas réaliser d'évaluation environnementale dans le cadre de la modification n°2 du PLU.

Après avoir entendu l'exposé et en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et représentés soit 22 voix pour (17 présents, 5 pouvoirs, 5 absents)

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- DE DÉCIDER de ne pas réaliser d'évaluation environnementale pour la procédure de modification N°2 du PLU.

- DE RAPPELER que, conformément aux articles R153-20 et R153-21° du code de l'urbanisme, cette délibération fera l'objet d'une publication en caractère apparent dans un journal diffué dans le département et d'un affichage pendant 1 mois en mairie.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits et suivent au registre les signatures des membres présents.

Pour extrait certifié conforme.

Le Maire,
Yves GUGNE.

Le secrétaire de séance
Marie-Noelle Charles



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance tenue le : 14 Novembre 2024

Date de convocation du Conseil municipal : 8 novembre 2024

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 27

Président de la séance : Monsieur Yves GOUGNE

Secrétaire de la séance : CHARLES Marie-Noëlle

Conseillers présents : BONNAFOUS Jean-Luc, BROTTE Michèle, DUGAS-VIALIS Olivier, FALLONE Frédérique, GOUGNE Yves, PEILLON Dominique, PINGON Colette, VINCENOT Julie, PONS Christine, ROUSSIER Jean Louis, PINGON François, MOLINARI Elisabeth, HERVIER Karine, FAURAT Gérard, CHARLES Marie-Noëlle, FRANCE Vincent, FONTAINE Carole

Conseillers excusés : BRÛLÉ Fabien, DAVAL Didier, NICOLAY Stéphanie, POTIRON Rémi, TRIBOLLET Françoise, NUNES Marie-Jeanne

Conseillers absents : JUNIQUE Julien, MERLANCHON Philippe, DELERIS Florian, MISTRETTA Antoine,

Pouvoirs : BRÛLÉ Fabien à CHARLES Marie-Noëlle, DAVAL Didier à PONS Christine, Stéphanie NICOLAY à Michèle BROTTE, POTIRON Rémi à DUGAS-VIALIS Olivier, TRIBOLLET Françoise à MOLINARI Elisabeth

J.L BONNAFOUS est arrivé à 20h11

Procédure d'urgence : le Conseil Municipal est d'accord à l'unanimité pour ajouter à 4 délibérations à l'ordre du jour

Le Conseil municipal,

Exposé des motifs

Pôle Population et vie locale

DÉLIBÉRATION DEL2024-073 : Approbation de la Convention Territoriale Globale (CTG)

Rapporteur : Monsieur le Maire

La Convention Territoriale Globale (CTG) est une démarche qui vise à mettre les ressources de la Caisse d'Allocations Familiales (CAF), tant financières que d'ingénierie, au service d'un projet de territoire afin de délivrer une offre de services complète, innovante et de qualité à destination des familles.

La généralisation des CTG met un terme définitif aux Contrats Enfance Jeunesse (CEJ) et permet de mettre en application la nouvelle Convention d'Objectifs et de Gestion qui lie la Caisse Nationale des Allocations Familiales et l'Etat depuis 2023.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Allant au-delà des compétences en matière de Petite enfance, Enfance et Jeunesse transférées à la Copamo, la CTG 2024-2028 à conclure avec la CAF du Rhône doit être approuvée par la Copamo et par toutes ses communes membres.

Les objectifs de la CTG

- Construire un projet social de territoire, global et adapté aux besoins des familles
- Partager des orientations et leurs modalités de mise en œuvre pour une plus grande lisibilité, efficacité et complémentarité des actions menées
- Renforcer et rationaliser la gouvernance partenariale.

La nouvelle CTG s'appuiera notamment sur l'ensemble des actions déjà réalisées dans la précédente, qui ont une récurrence dans le temps et qui sont considérées comme structurantes sur le territoire. Cette opportunité permet de pérenniser les politiques de la petite enfance, l'enfance, la jeunesse, la parentalité, du logement, de l'accès aux droits et de l'accompagnement social, et d'en développer de nouvelles comme l'Animation de la Vie Sociale. La CTG, grâce à sa diversité des thématiques abordées, permet, en effet, d'avoir une vision globale des politiques du territoire et d'en développer de nouvelles en fonction des besoins et des attentes de la population.

Les principaux domaines de notre dernière CTG

- La petite enfance : Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant (EAJE), Relais Petite Enfance (RPE), Passerelle Enfance
- L'enfance : Accueils Collectifs de Mineurs (ACM)
- La jeunesse : Structure Locale d'Information Jeunesse, séjours, projets « citoyenneté »
- La parentalité : Lieu d'Accueil Enfants Parents (LAEP), Médiation Familiale, soutien des familles confrontées à des événements fragilisant
- L'accès et le maintien dans le logement : Fonds de solidarité, logement, lutte contre l'indécence et les impayés de loyer...
- L'accès aux droits et aux services : rendez-vous des droits, France Services
- L'accompagnement social

Les enjeux et objectifs de la nouvelle CTG

- **La petite enfance :**
 - Veiller à garder un équilibre entre les différents modes de garde
 - Proposer une politique « Petite Enfance » avec des valeurs communes
- **L'enfance :**
 - Développer un mode de garde éducatif de qualité pour tous les enfants du territoire, ainsi qu'une cohérence éducative entre les acteurs
- **La jeunesse :**
 - Proposer une politique jeunesse globale sur le territoire en concertation avec les communes
- **La parentalité :**
 - Renforcer l'accompagnement à la parentalité sur le territoire
- **Logement :**
 - Proposer une politique de l'habitat et du logement cohérente en adéquation avec les besoins des familles du territoire
- **Accès aux droits :**
 - Simplifier les interactions des usagers avec l'administration
 - Réduire la fracture numérique

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

- **Accompagnement social :**
 - Outiller les CCAS pour répondre aux besoins et renforcer l'accompagnement social des usagers
 - Repérer les besoins sociaux sur le territoire et y apporter des réponses adaptées
 - Accueillir puis accompagner les familles déplacées ukrainiennes
- **Animation de la Vie Sociale :**
 - Accompagner la démarche de création d'un espace de vie sociale
- **Pilotage et coopération :**
 - Demander le financement d'1/2 poste supplémentaire de coopérateur CTG justifié par le nombre constant de dispositifs développés sur le territoire et du maillage partenarial, correspondant à toute la coordination sur le champ du handicap, avec tous les dispositifs déjà existants et à développer.

Un processus, des aides et des ressources nouvelles

- Accompagnement des techniciens par la CAF sur l'élaboration du diagnostic territorial partagé et de l'évaluation présentée le 4 juin 2024 en Commission d'instruction « Solidarités et Vie sociale ».
- Programmation d'un plan d'actions pluriannuel et spécifique au territoire avec des financements associés.
- Des nouvelles demandes de cofinancement de poste.
- Mise en œuvre d'un COPIL de gouvernance de la CTG et de sous COPIL thématiques permettant de rendre compte de l'avancée des actions et d'en évaluer l'efficacité et la pertinence.

Après avoir entendu l'exposé et en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et représentés soit 22 voix pour (17 présents, 5 pouvoirs, 5 absents)

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- ✓ D'APPROUVER la Convention Territoriale Globale (CTG) avec la CAF du Rhône, pour la période du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2028, telle que jointe à la présente délibération,
- ✓ D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer tout document permettant la mise en place de cette CTG.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits et suivent au registre les signatures des membres présents.

Pour extrait certifié conforme.

Le Maire,
Yves GOUGNE.

Le secrétaire de séance
Marie-Noelle Charles



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance tenue le : 14 Novembre 2024

Date de convocation du Conseil municipal : 8 novembre 2024

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 27

Président de la séance : Monsieur Yves GOUGNE

Secrétaire de la séance : CHARLES Marie-Noëlle

Conseillers présents : BONNAFOUS Jean-Luc, BROTTET Michèle, DUGAS-VIALIS Olivier, FALLONE Frédérique, GOUGNE Yves, PEILLON Dominique, PINGON Colette, VINCENOT Julie, PONS Christine, ROUSSIER Jean Louis, PINGON François, MOLINARI Elisabeth, HERVIER Karine, FAURAT Gérard, CHARLES Marie-Noëlle, FRANCE Vincent, FONTAINE Carole

Conseillers excusés : BRÛLÉ Fabien, DAVAL Didier, NICOLAY Stéphanie, POTIRON Rémi, TRIBOLLET Françoise, NUNES Marie-Jeanne

Conseillers absents : JUNIQUE Julien, MERLANCHON Philippe, DELERIS Florian, MISTRETTA Antoine,

Pouvoirs : BRÛLÉ Fabien à CHARLES Marie-Noëlle, DAVAL Didier à PONS Christine, Stéphanie NICOLAY à Michèle BROTTET, POTIRON Rémi à DUGAS-VIALIS Olivier, TRIBOLLET Françoise à MOLINARI Elisabeth

J.L BONNAFOUS est arrivé à 20h11

Procédure d'urgence : le Conseil Municipal est d'accord à l'unanimité pour ajouter à 4 délibérations à l'ordre du jour

Le Conseil municipal,

Exposé des motifs

Pôle Population et vie locale

DÉLIBÉRATION DEL2024-074 : Présentation du bilan et poursuite de l'expérimentation du dispositif Aidants scolaires H+

Rapporteur : Monsieur le Maire

Vu la délibération n° CC-2023-092 du Conseil Communautaire de la Copamo du 19 septembre 2023, actant le droit à la scolarisation des enfants en situation de handicap ainsi que la création et l'expérimentation du dispositif « Aidants scolaires H+ »,

Vu la délibération n° CC-2024-068 du Conseil Communautaire de la Copamo du 2 juillet 2024, validant la poursuite de l'expérimentation du dispositif « Aidants scolaires H+ » pour l'année scolaire 2024-2025,

Depuis plusieurs années, les parents et surtout leurs enfants en situation de handicap sont confrontés à une réalité de plus en plus angoissante : l'incertitude quant à leur accueil et prise en charge à chaque rentrée scolaire.

En effet, certains enfants dont la reconnaissance de handicap prévoit une aide humaine (74 sur le territoire de la Copamo à la rentrée scolaire 2023/24) ne peuvent être accueillis faute d'Accompagnant d'Elèves en

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Situation de Handicap (AESH) malgré le droit à l'école pour tous, qui impose au système éducatif de s'adapter aux besoins particuliers des élèves depuis 2005.

Malgré les moyens mis en œuvre par l'Education Nationale, les familles subissent un « parcours administratif du combattant » et des enfants se voient privés de l'accompagnement dont ils ont besoin, voire même privés d'école quand la prise en charge est trop complexe pour l'enseignant.

La rentrée scolaire 2023/2024 ayant été particulièrement difficile sur le territoire, les 11 villages de la Communauté de communes du Pays Mornantais ont décidé de se mobiliser et de créer le dispositif expérimental d'Aidants Scolaires H+ (ASH+), avec le soutien financier de la Copamo.

L'objectif du dispositif était de permettre l'accueil sur le temps scolaire d'enfants en situation de handicap (faisant l'objet d'une notification MDMPH d'aide humaine individualisée ou mutualisée), accompagnés par des agents municipaux formés.

L'expérimentation des Aidants Scolaires H+ en 2023/2024, en quelques chiffres :

- 13 enfants accompagnés
- 14 Aidants Scolaires H+ formés dont 7 ont effectivement accompagné des enfants
- 643 heures réalisées
- 13 heures de formation pour chaque ASH+
- 6 écoles
- 4 communes
- Budget d'environ 12 000 €

Le déploiement de ce dispositif pilote a permis d'assurer une continuité de scolarité à des enfants qui n'auraient pas pu bénéficier de conditions propices aux apprentissages.

Il a été formalisé par le biais de conventions tripartites conclues entre la Copamo, chaque commune concernée et la Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale du Rhône.

L'intervention des Aidants Scolaires H+ s'est appuyée sur deux cycles de formation qui ont pu se mettre en place de manière réactive avec l'association « 2 P'tits pas pour Demain » et le DITEP de la Pavière. Ces formations ont démarré dès les prises de postes des agents afin qu'ils puissent bénéficier de connaissances et d'outils leur permettant d'appréhender l'accompagnement des enfants.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé et en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et représentés soit 22 voix pour (17 présents, 5 pouvoirs, 5 absents)

Il est donc proposé au Conseil municipal :

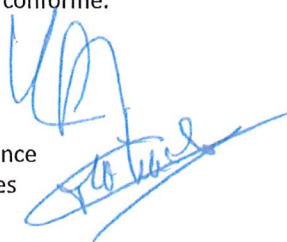
- ✓ DE PRENDRE acte du bilan du dispositif expérimental « Aidants Scolaires H+ » joint à la présente délibération,
- ✓ DE VALIDER la poursuite de l'expérimentation du dispositif « Aidants scolaires H+ » pour l'année scolaire 2024-2025,
- ✓ D'AUTORISER Monsieur le Maire ou son représentant à engager toute action, et à signer tout document relatif à l'objet de la présente délibération.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits et suivent au registre les signatures des membres présents.

Pour extrait certifié conforme.

Le Maire,
Yves GUGNE.

Le secrétaire de séance
Marie-Noelle Charles



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance tenue le : 14 Novembre 2024

Date de convocation du Conseil municipal : 8 novembre 2024

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 27

Président de la séance : Monsieur Yves GUGNE

Secrétaire de la séance : CHARLES Marie-Noëlle

Conseillers présents : BONNAFOUS Jean-Luc, BROTTET Michèle, DUGAS-VIALLIS Olivier, FALLONE Frédérique, GUGNE Yves, PEILLON Dominique, PINGON Colette, VINCENOT Julie, PONS Christine, ROUSSIER Jean Louis, PINGON François, MOLINARI Elisabeth, HERVIER Karine, FAURAT Gérard, CHARLES Marie-Noëlle, FRANCE Vincent, FONTAINE Carole

Conseillers excusés : BRÛLÉ Fabien, DAVAL Didier, NICOLAY Stéphanie, POTIRON Rémi, TRIBOLLET Françoise, NUNES Marie-Jeanne

Conseillers absents : JUNIQUE Julien, MERLANCHON Philippe, DELERIS Florian, MISTRETTA Antoine,

Pouvoirs : BRÛLÉ Fabien à CHARLES Marie-Noëlle, DAVAL Didier à PONS Christine, Stéphanie NICOLAY à Michèle BROTTET, POTIRON Rémi à DUGAS-VIALLIS Olivier, TRIBOLLET Françoise à MOLINARI Elisabeth

J.L BONNAFOUS est arrivé à 20h11

Procédure d'urgence : le Conseil Municipal est d'accord à l'unanimité pour ajouter à 4 délibérations à l'ordre du jour

Le Conseil municipal,

Exposé des motifs

Pôle Population et vie locale

DÉLIBÉRATION DEL2024-075 : Actualisation de la convention cadre de partenariat et de fonctionnement du réseau des bibliothèques du pays Mornantais

Rapporteur : Monsieur le Maire

Inauguré en septembre 2015, le Réseau des bibliothèques du Pays Mornantais a contribué à diversifier l'offre de service de Lecture Publique à la population. Il contribue aux loisirs, à l'éducation, la formation et à la culture de tous en proposant un accès à la lecture, à l'information et aux activités culturelles sous toutes leurs formes.

Avec près de 5 500 inscrits actifs et 200 000 prêts en 2023, le Réseau est monté en puissance et l'activité des bibliothèques s'en trouve dynamisée.

Après 9 ans de fonctionnement, il apparaît qu'une mise à jour du règlement intérieur et de la convention cadre de partenariat et de fonctionnement du Réseau des bibliothèques du Pays Mornantais est nécessaire et ce pour plusieurs raisons :

- Mettre à jour les informations et règles de fonctionnement en réseau (gratuité d'inscription des usagers, circulation des documents via la navette, suppression de la régie « rachat de carte » ...) ;

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

- Rappeler les engagements respectifs de la Communauté de Communes d'une part et des communes d'autres part ;
- Réécrire l'article 6 de la convention cadre concernant la gouvernance du Réseau pour être en conformité avec l'organisation actuelle (articulation entre les deux instances : un Comité Technique et le Groupe de Travail Culture élargi de la Copamo).
- Anticiper les évolutions futures des services du Réseau (renvoi des modalités de prêt au Guide du Lecteur et chartes de prêt pour une adaptation plus souple en fonction des besoins des publics).

Après avoir entendu l'exposé et en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et représentés soit 22 voix pour (17 présents, 5 pouvoirs, 5 absents)

Il est donc proposé au Conseil municipal :

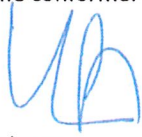
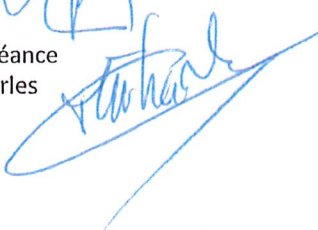
- ✓ **APPROUVER** le règlement intérieur du Réseau des bibliothèques, joint à la présente délibération, applicable à compter du 01/01/2025
- ✓ **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer le règlement intérieur du Réseau des bibliothèques.
- ✓ **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer la convention de partenariat et de fonctionnement du Réseau des bibliothèques.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits et suivent au registre les signatures des membres présents.

Pour extrait certifié conforme.

Le Maire,
Yves GOUGNE.

Le secrétaire de séance
Marie-Noelle Charles

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance tenue le : 14 Novembre 2024

Date de convocation du Conseil municipal : 8 novembre 2024

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 27

Président de la séance : Monsieur Yves GOUGNE

Secrétaire de la séance : CHARLES Marie-Noëlle

Conseillers présents : BONNAFOUS Jean-Luc, BROTET Michèle, DUGAS-VIALIS Olivier, FALLONE Frédérique, GOUGNE Yves, PEILLON Dominique, PINGON Colette, VINCENOT Julie, PONS Christine, ROUSSIER Jean Louis, PINGON François, MOLINARI Elisabeth, HERVIER Karine, FAURAT Gérard, CHARLES Marie-Noëlle, FRANCE Vincent, FONTAINE Carole

Conseillers excusés : BRÛLÉ Fabien, DAVAL Didier, NICOLAY Stéphanie, POTIRON Rémi, TRIBOLLET Françoise, NUNES Marie-Jeanne

Conseillers absents : JUNIQUE Julien, MERLANCHON Philippe, DELERIS Florian, MISTRETTA Antoine,

Pouvoirs : BRÛLÉ Fabien à CHARLES Marie-Noëlle, DAVAL Didier à PONS Christine, Stéphanie NICOLAY à Michèle BROTET, POTIRON Rémi à DUGAS-VIALIS Olivier, TRIBOLLET Françoise à MOLINARI Elisabeth

J.L BONNAFOUS est arrivé à 20h11

Procédure d'urgence : le Conseil Municipal est d'accord à l'unanimité pour ajouter à 4 délibérations à l'ordre du jour

Le Conseil municipal,

Exposé des motifs

Pôle Population et vie locale

DÉLIBÉRATION DEL2024-076 : Subvention aux associations

Rapporteur : Marie Noelle Charles

La commune nouvelle de Beauvallon a la possibilité de verser une subvention aux associations en faisant la demande et présentant un projet ou un objet statutaire doté d'un intérêt local.

Après l'analyse de la commission vie associative, les propositions d'attribution suivantes sont :

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

ASSOCIATIONS	subvention 2024
Association sportive andéolaise (ASA)	500,00 €
Diapason 2000	1000,00 €
Amicale des sapeurs-pompiers de Beauvallon	300,00 €
Association communale de chasse de Chassagny	200,00 €
Association pour la défense de l'environnement andéolais (ADEA)	150,00 €
Le sou de l'école de Chassagny	586,00 €
Bibliothèque de St Andéol le château pour le Comité foire de Pâques	500,00 €
Comité animation des associations de Chassagny (CAC)	2000,00 €
Total novembre	5236,00 €
Total juin	9026,00 €
Total 2024	14262,00 €
Reste	4738,00 €

Soit :
- 75% du budget est alloué

Après avoir entendu l'exposé et en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et représentés
soit 22 voix pour (17 présents, 5 pouvoirs, 5 absents)

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- ✓ DE VALIDER les propositions de subventions sur l'exercice budgétaire 2024
- ✓ D'AUTORISER Monsieur le Maire à engager à signer tout document relatif à ces subventions

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits et suivent au registre les
signatures des membres présents.

Pour extrait certifié conforme.

Le Maire,
Yves GOUGNE.

Le secrétaire de séance
Marie-Noëlle Charles

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance tenue le : 14 Novembre 2024

Date de convocation du Conseil municipal : 8 novembre 2024

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 27

Président de la séance : Monsieur Yves GOUGNE

Secrétaire de la séance : CHARLES Marie-Noëlle

Conseillers présents : BONNAFOUS Jean-Luc, BROTTE Michèle, DUGAS-VIALIS Olivier, FALLONE Frédérique, GOUGNE Yves, PEILLON Dominique, PINGON Colette, VINCENOT Julie, PONS Christine, ROUSSIER Jean Louis, PINGON François, MOLINARI Elisabeth, HERVIER Karine, FAURAT Gérard, CHARLES Marie-Noëlle, FRANCE Vincent, FONTAINE Carole

Conseillers excusés : BRÛLÉ Fabien, DAVAL Didier, NICOLAY Stéphanie, POTIRON Rémi, TRIBOLLET Françoise, NUNES Marie-Jeanne

Conseillers absents : JUNIQUE Julien, MERLANCHON Philippe, DELERIS Florian, MISTRETTA Antoine,

Pouvoirs : BRÛLÉ Fabien à CHARLES Marie-Noëlle, DAVAL Didier à PONS Christine, Stéphanie NICOLAY à Michèle BROTTE, POTIRON Rémi à DUGAS-VIALIS Olivier, TRIBOLLET Françoise à MOLINARI Elisabeth

J.L BONNAFOUS est arrivé à 20h11

Procédure d'urgence : le Conseil Municipal est d'accord à l'unanimité pour ajouter à 4 délibérations à l'ordre du jour

Le Conseil municipal,

Exposé des motifs

Pôle Scolaire et Enfance

DÉLIBÉRATION DEL2024-077 : Validation de l'Avant-Projet Détaillé (APD) du projet d'aménagement de l'espace périscolaire

Rapporteur : Monsieur le Maire

Monsieur le Maire rappelle que la commune s'est engagée dans un projet d'aménagement du plateau périscolaire (en annexe) et comme élaboré lors des différentes réunions de travail,

Après avoir entendu l'exposé et en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et représentés soit 21 voix pour (16 présents, 5 pouvoirs, 5 absents)

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- ✓ D'APPROUVER l'Avant-Projet Détaillé (APD) du projet d'aménagement de l'espace périscolaire
- ✓ D'AUTORISER le maire à poursuivre l'engagement relatif au projet et signer les documents associés.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits et suivent au registre les signatures des membres présents.

Pour extrait certifié conforme.

Le Maire,
Yves GOUGNE.

Le secrétaire de séance
Marie-Noelle Charles